Fondation Jean Jaurès

Démocratie

LA FORMATION DES MILITANTS, RITOURNELLE DES PARTIS POLITIQUES

Émeric Bréhier

29/05/2018

Le 31 mai 2018, Marion Maréchal Le Pen présentera sa nouvelle école, une « académie de sciences politiques ». L'occasion pour Émeric Bréhier, directeur de l'Observatoire de la vie politique de la Fondation, de revenir sur le rôle de « formation » qui fait indéniablement partie des missions des partis politiques.

Se présenter à des élections, c'est le faire pour promouvoir sa vision du monde, accompagné de militantes et militants capables d'expliciter cette dernière. Il n'est donc pas seulement logique mais impératif de fournir à ses proches des armes leur permettant d'affronter ses concitoyens sur les lieux habituels de la joute politique : marchés, gares, porte-à-porte, etc. Il n'est d'ailleurs pas un Congrès d'une organisation politique qui ne se passe sans que l'un des responsables ne déroule une ode, plus ou moins vibrante, à la formation des cadres et des militants.

Cet objectif est revenu au goût du jour à l'occasion de la création à Lyon à l'automne prochain par Marion Maréchal Le Pen d'une « académie politique » dont la vocation apparaît crânement évidente : faire émerger une nouvelle synthèse politique au profit de cadres préparant l'émergence et la structuration d'une formation politique dépassant les clivages organisationnels de la droite et de l'extrême droite. Bref, de se mettre en ordre de bataille culturelle. Une démarche purement gramscienne. Il est d'ailleurs à relever que cet investissement dans la formation a caractérisé le Front national d'avant la dernière élection présidentielle. Avec un succès fort mitigé d'ailleurs. Si cette initiative attire à elle les regards depuis plusieurs mois en raison de la personnalité de son initiatrice et, reconnaissons-le, de sa portée potentiellement tellurique dans la vie politique française, il n'en demeure pas moins que cette tentation se vérifie dans l'ensemble des mouvements politiques. Mais en raison de circonstances politiques bien différentes.

C'est à l'évidence le cas des nouveaux mouvements politiques ayant surgi ou pris une nouvelle dimension à l'occasion de la dernière élection présidentielle, La République en marche et la France insoumise. De la même manière, et sans véritable surprise, on trouve des points communs lorsque l'on se penche sur leurs statuts, ou règlements de vie internes : nous sommes frappés

par l'appétence de ces deux mouvements politiques pour la formation. Elle est d'ailleurs à ce point reconnue qu'elle figure même dans les statuts que les adhérents de La République en marche ont adoptés l'été dernier. Après tout, les responsables de La France insoumise comme ceux de La République en marche sont confrontés au même défi : transformer une adhésion à un homme, à des valeurs, en une lecture commune du monde. La chose n'est pas simple pour des formations jeunes, même si La France insoumise peut s'appuyer sur une vie moins récente et sur des cadres issus du Parti socialiste ou, à tout le moins, du Parti de gauche. En outre, l'une comme l'autre sont le fruit de rencontres d'hommes et de femmes, militants ou cadres, issus de forces politiques parfois antagonistes ou concurrentes voire sans aucune expérience préalable de l'engagement politique. Il s'agit donc de faire émerger plus encore qu'un corps de doctrine un *habitus* commun. La chose n'est pas aisée, sans doute encore moins pour La République en marche confrontée à l'exercice du pouvoir et aux tensions inévitables qui s'ensuivent. Autre point commun, l'insistance sur les modules de formation à distance, les *Moodle* qui viennent ainsi parfois se substituer aux réunions plus classiques de formation des cadres ou des militants. Relevons d'ailleurs que ce souci de formation est également présent dans la structuration du groupe de La République en marche à l'Assemblée nationale. Ce qui n'est guère surprenant compte tenu du nombre de députés élus en juin 2017 sous cette étiquette ne disposant que de peu d'expérience parlementaire ou politique. Mais il semble bien que cette volonté perdure encore aujourd'hui, près d'un an après les élections législatives, ce qui préfigure sans doute d'une attention à une forme de « formation continue » de bon aloi. Nul doute à cet égard que ces deux formations politiques poursuivront leur effort de formation à l'occasion de la préparation des prochaines échéances municipales. D'abord car l'une comme l'autre ne dispose encore à ce stade que d'un nombre relativement restreint d'élus municipaux et communautaires, c'est-à-dire ces grands électeurs qui composent en grande partie le corps électoral du Sénat, dont le prochain renouvellement devrait normalement survenir en 2021, soit un an après les élections municipales. Ensuite car pour qui veut s'ancrer durablement dans le paysage politique national, chacun sait l'importance de ces élections qui permettent de disposer de relais d'influence mais aussi… de grands électeurs dans le cadre de la préparation de la prochaine élection présidentielle. Lorsque l'on se souvient des difficultés, plus ou moins réelles, de Jean-Luc Mélenchon à disposer des 500 signatures indispensables, l'enjeu des prochaines municipales apparaît d'autant plus crûment.

Mais cet impératif se retrouve également chez les autres formations politiques, celles de « l'ancien monde ». Mais ici, elles doivent affronter leur propre culture en la matière. Une remarque préalable s'impose concernant ces deux partis politiques – mais on pourrait y adjoindre le Parti communiste quand bien même son implantation locale s'est réduite au fils des élections comme peau de chagrin : elles ont souvent, *de facto*, sans forcément le théoriser, « délégué » cette tâche aux collectivités territoriales. En effet, parallèlement à la décentralisation se sont développées de nouvelles

fonctions de support des élus : les collaborateurs de cabinet. Sans se substituer pleinement et totalement à d'autres filières de recrutement préexistantes plus adossées à des réseaux syndicaux ou associatifs, cette filière de détection, de recrutement et de formation s'est imposée tant chez Les Républicains d'aujourd'hui que chez les socialistes. C'est ainsi constituée une force très prégnante d'apparatchiks locaux qui avaient la redoutable tâche à la fois de faire vivre – parfois au profit de l'élu pour lequel il travaillait – leur organisation politique, de mener à bien les missions liées aux collectivités territoriales par lesquelles ils étaient rémunérés et de poursuivre leur acculturation politique. Nombre de parlementaires, essentiellement socialistes, en 1997 ou en 2012 en sont le fruit, de même que de nombreux maires et/ou conseillers départementaux Les Républicains en 2014 et 2015.

Le Parti socialiste fut sans doute le premier à devoir interroger ce modèle suite aux débâcles de 2014 puis de 2015 ; la perte de très nombreuses collectivités territoriales à l'occasion de ces élections intermédiaires constitua ainsi le premier plan de licenciement massif auquel durent faire face les responsables socialistes. D'une toute autre ampleur que celui touchant le siège central du Parti socialiste. Même si à l'évidence l'aspect symbolique – élément crucial – fut bien moindre, à tout le moins plus invisible. Il fallait reconstituer une offre de formation visant tout à la fois à offrir des perspectives intéressantes pour les militants et (re)constituer une école des cadres afin de préparer les prochaines échéances municipales. Les enjeux sont alors multiples et conséquents : quel bon niveau d'organisation territoriale de ces « universités » ? Comment retenir les « heureux élus » ? Comment éviter que ces sélections ne soient pas accusées de préempter les processus classiques de désignation interne ? Comment prendre en compte la spécificité de chaque territoire ? Comment et par qui définir les territoires de reconquête municipale et/ou départementale ? Comment associer l'ensemble des divers courants du Parti socialiste ? Comment ne pas donner le sentiment d'une offre de formation à deux vitesses, l'une pour les militants, l'autre pour les cadres ? Comment y allier le réseau déjà dense des équipes de formateurs toutes et tous bénévoles ? Autant de questions qui, si elles purent être abordées, sinon pleinement résolues à une époque où le Parti socialiste disposait de finances et d'un appareil satisfaisant, apparaissent avec d'autant plus de clarté – et de cruauté – à l'heure où la question de sa survie non pas comme idée, valeurs ou aspirations, mais bien comme organisation est posée. Il n'empêche que le Parti socialiste, en pleine recherche de sa renaissance sous la houlette de son nouveau premier secrétaire, se devra d'aborder de front ces questions et rapidement s'il veut se préparer au mieux pour les prochaines élections territoriales. Demeure une difficulté, et pas la moindre : la formation induit l'existence et la formalisation d'une vision du monde qui puisse ainsi être propagée auprès des cadres et des militants. Ce fut d'ailleurs la première tâche de Pierre Joxe lorsqu'il occupa cette responsabilité auprès de François Mitterrand au tout début des années 1970.

La tâche des Républicains est à la fois similaire mais, à ce stade, moins colossale que celle à laquelle les responsables socialistes doivent faire face. Moins colossale d'abord car même si cela n'apparaît pas de prime abord, la défaite des Républicains – pour cruelle qu'elle fut au printemps dernier (pour la première fois de son histoire la droite n'avait pas de représentant au second tour, et chacun s'accordait à l'automne 2016 à considérer que celui qui remporterait la primaire de la droite et du centre deviendrait le prochain président de la République) – n'a pas empêché la subsistance d'un groupe puissant à l'Assemblée nationale. De même que les élections sénatoriales ont permis à l'un des leurs (certes dans un positionnement plus central que le nouveau président des Républicains) de conserver la présidence de la chambre dite haute. Et surtout, elle dispose d'un maillage territorial dense suite à ses très nombreuses victoires à l'occasion des dernières municipales, départementales et régionales. Assurément elle peut ainsi « placer » de nombreux jeunes cadres en les préparant pour les épreuves électorales à venir. Non, le problème essentiel des Républicains est ailleurs. Il est bien de nature idéologique et stratégique. À l'instar du Parti socialiste, le parti de Laurent Wauquiez demeure à bien des égards inaudibles tant il est traversé par de multiples sensibilités qui semblent aujourd'hui plus être dans une logique centripète que centrifuge. Et c'est sans compter sur nombre de personnalités qui avaient incarné certains courants de pensée qui au mieux ont pris du recul par rapport à la vie partisane (comme le président des Hauts-de-France Xavier Betrand) ou au pire ont quitté avec pertes et fracas les rangs des Républicains (songeons ici à Thierry Solère ou bien Franck Riester). Or, former des militantes et militants ainsi que des cadres implique d'abord et avant tout de déterminer une vision du monde et une stratégie politique claire. Et, au-delà de la large victoire de Laurent Wauquiez lors de l'élection du président du Parti, force est de constater que le chemin est long encore pour que ces deux objectifs soient atteints. La tâche semble bien rude pour Julien Aubert qui s'était fait le porteur de cette ambition.

Demeure un ultime élément loin d'être anodin : les finances. En effet, développer une offre de formation complète, adaptée à l'ensemble des territoires mais aussi aux objectifs déterminés par la direction nationale, et dont la mise en œuvre peut être éventuellement déléguée aux instances régionales, coûte cher. Or si la situation budgétaire de La République en marche ne soulève guère d'inquiétudes, de même que pour La France insoumise et dans une mesure bien moins large, la situation est bien différente pour le Parti socialiste, saigné à blanc par les derniers résultats électoraux. Si la formation des élus ne posent guère de problème, ceux-ci disposant dans le cadre de leur mandat d'enveloppes budgétaires pour y avoir accès déterminées par le vote de leur assemblée délibérante, bien différente est la situation des militantes et militants ou de jeunes cadres putatifs.

Les choix à venir de chacune de ces formations politiques seront donc à suivre et décrypter tant ils

constitueront un signe de leur stratégie de conquête ou de reconquête. Et donc de leur confiance en leur avenir.